

# Armes de poing, fusils d'assaut, tasers, lance-grenades... Dans l'arsenal secret de la police nationale

Franck Lagier

Y pénétrer n'est pas une mince affaire. Il faut d'abord être contrôlé au fichier police, comme tous les employés qui travaillent ici. Mais le sourire d'accueil de Daniel Macaluso, le directeur de [l'Etablissement central logistique de la police nationale](#) (ECLPN), gomme la rigueur des procédures. L'ECLPN est un coffre-fort géant qui abrite les dernières nouveautés en termes d'armement pour les forces de police et de gendarmerie.

Le site est classé « sensible » par les autorités. Les caméras infrarouges, systèmes de détections, barbelés qui quadrillent les 11,5 hectares, dont 35 000 mètres carrés de bâtiments, évitent toute intrusion.

## *45 000 armes, de 70 modèles différents*

Au sein de l'établissement, il se murmure que les ministres de l'Intérieur ayant visité ces lieux, [Bruno Retailleau](#) récemment, et avant lui Christophe Castaner, Claude Guéant ou Bruno Le Roux, ont eux-mêmes été surpris des trésors qu'il recèle. Ici sont stockées 45 000 armes, de 70 modèles différents, dans un endroit ultra surveillé, un « blockhaus », selon les termes de Daniel Macaluso.

Sur place, on a imaginé le tout dernier Cobra, un lance-grenades qui sera bientôt utilisé par [toutes les compagnies de CRS](#). « Avec l'ancien, le Cougar, deux opérateurs étaient nécessaires, un pourvoyeur de grenades et le CRS qui tirait. Désormais, une seule personne suffit pour manier le Cobra. Il est plus léger, ce n'est plus un 56 mm mais un 40mm et, surtout, il a un double canon », se félicite Michel Moreau, responsable du centre technique de l'armement (CTA).

À l'heure des grandes économies pour l'État, celui qui est l'un des plus grands connaisseurs d'armes en France dit agir comme un « contribuable », en cherchant à diminuer les coûts. « Avant, les gars s'entraînaient au tir de LBD avec des cartouches à 20 euros. On a créé des cartouches avec de la peinture au prix de 1,20 euro. Quand on sait que chaque fonctionnaire doit en tirer 5 tous les deux ans pour s'exercer, les économies sont énormes. »

Son service a également inventé une bretelle pour armes longues, accrochée au gilet pare-balles, plébiscitée par toutes les équipes de maintien de l'ordre. Le secret ? Avoir demandé l'avis de deux fonctionnaires pour que la bretelle soit parfaitement adaptée. Des fonctionnaires dont il a utilisé les premières syllabes des noms pour baptiser cette réalisation : la Duka.

Toutes les armes reconditionnées de France passent par le centre technique de l'armement. Soit 5 000 chaque année. « Quand un policier part à la retraite, on lui reprend son Sig Sauer. Pour 31 euros l'unité, on le rénove et on le remet sur le marché à destination des recrues sorties d'école. Chaque fonctionnaire à une arme attribuée à vie », résume Michel Moreau.

### « *L'Amazon de la police* »

Les armes nécessitant d'être réparées sont envoyées à Limoges, y compris celles à haut niveau technique comme les Tikka T3T utilisés par les tireurs d'élite, ou encore les pistolets-mitrailleurs, fusils d'assaut et fusils à pompe.

Au-delà du centre technique de l'armement, trois autres entités composent l'établissement central. L'atelier central automobile, le centre de formation technique et de documentation et enfin le magasin central de la police nationale, autrement appelé « l'Amazon de la police ». Un lieu de 15 000 mètres carrés semblable à un entrepôt du géant américain de la distribution, avec une livraison à J+3.

« Policiers et gendarmes de France font leurs courses chez nous, sur catalogue, commandent gilets pare-balles, casques, kits de détections de drogue, etc. Et aussi des cartouches, même si une annexe située au Chesnay approvisionne la région parisienne et le Nord de la France », témoigne la responsable du magasin central, Karine Huveteau. Chaque année, 100 000 commandes partent de ces entrepôts vers la France métropolitaine et outre-mer.

Créé en 1947 à Limoges, pour son emplacement géographique au coeur de l'Hexagone, l'atelier central automobile s'étend sur 17 000 mètres carrés et aménage 1000 véhicules par an. Dont les voitures spéciales utilisées par la DGSI, les fameux sous-marins, des véhicules canins ou les dernières nouveautés, des voitures pour les transports de drone avec une cellule vidéo pour les piloter de l'intérieur.

« Nous créons tout de A à Z, de la conception à la réalisation. Chaudronnerie, tôlerie, plasturgie etc. Ici, on conçoit, on fabrique, on pose », résume Christophe Simard, responsable adjoint de l'atelier central.

Dans les ateliers, les employés s'activent sur des fourgons Iveco destinés à la gendarmerie mobile et dont la production en série débutera en septembre. Cinq cents seront aménagés ces trois prochaines années. L'engin est bourré de caméras offrant une vue à 360 degrés, est équipé d'une rampe lumineuse éblouissante pour gêner les émeutiers et de panneaux solaires souples, résistant à la casse et offrant une autonomie aux équipes.

« Nous installons des protections balistiques, des vitrages durcis permettant d'encaisser des coups de barre à mine à répétition ou des pneus qui, s'ils crèvent, permettent encore aux véhicules de rouler 4 à 5 kilomètres. Le but : que les forces d'intervention puissent s'extraire de toutes les situations difficiles. »

De ces ateliers sortiront prochainement les 5008 et les C5 Aircross, véhicules de patrouille qu'utilisera la police nationale. Ou les futurs Renault Master qui équiperont les CRS, en 2026, en remplacement des traditionnels Fiat Ducato.

À Limoges, 200 employés travaillent au sein de l'établissement central qui s'agrandit et recrute. Un terrain de 6 000 mètres carrés, dont 2 000 mètres carrés couverts, vient d'être

acheté pour développer le magasin central. « Et il y a toujours des postes à pourvoir, dévoile le directeur Daniel Macaluso. Nous avons 14 embauches en cours pour des postes de mécaniciens, selliers, électriciens, menuisiers, etc. »

Des personnels qui, avant même de se soumettre aux entretiens d'embauche, seront forcément passés à la loupe dans les fichiers de la police nationale.